

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9
1007 Lausanne
Tél : 021 601 74 67
Fax : 021 617 51 75
info@uniterre.ch
www.uniterre.ch

SECO
Madame Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch
Ambassadrice
Bundeshaus Ost
3003 Berne

Lausanne, le 14 avril 2008

**Concerne : compléments et adaptation du mandat de négociations pour l'OMC
Uniterre s'oppose à l'extension du mandat**

Madame l'Ambassadrice,
Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous donner l'occasion de nous exprimer sur votre proposition d'extension du mandat de négociations pour l'OMC.

En préambule nous souhaitons vous faire remarquer que les principaux documents ne nous parviennent qu'en allemand. Ce qui ne nous paraît pas normal sur des sujets d'une telle importance et particulièrement complexes. La Suisse ayant 4 langues officielles - le français étant l'une d'entre elles - il nous semble absolument normal d'obtenir des dossiers de ce type en français.

Pour entrer dans le vif du sujet, nous souhaitons donner notre avis sur la forme comme sur le fond de la consultation :

Nous sommes particulièrement surpris par la méthode utilisée :

- Il ne nous paraît pas correct d'envoyer ces documents par mail pour demander aux organisations de réagir dans les 10 jours (4 avril). Délai qui a été ensuite heureusement prolongé vu le retard pris à l'OMC...
- La période d'envoi semble coïncider étrangement avec la décision de lancer la négociation sur un accord de libre-échange du secteur agroalimentaire avec l'Union européenne ; afin de nous encourager à choisir entre la peste et le choléra ? Ceci alors qu'en date de votre envoi, rien ne permettait d'affirmer qu'une conclusion d'un accord était proche au niveau de l'OMC.
- Les arguments avancés sont pour le moins surprenants : vous justifiez la nécessité de modifier le mandat de négociations afin de pouvoir accepter une éventuelle proposition d'accord final (procès verbal de la séance du 6 mars). Vous vendez donc la peau de l'ours avant de l'avoir tué ! On a connu des négociateurs plus chevronnés...

Sur le fond du dossier, nous nous opposons fermement à toute extension du mandat de négociations. Le précédent mandat ne nous convenait déjà pas, car il allait déjà bien trop loin dans les différents domaines et ne correspondait en rien à ce qu'Uniterre promeut comme type d'échanges commerciaux et comme équilibre au sein de la société et dans les relations internationales.

L'Organisation mondiale du commerce, et les membres qui la compose, semblent vivre dans un vase clos et ne pas prendre en compte ce qui se passe dans la vie réelle. Les crises des marchés agricoles que nous vivons actuellement sont les résultats directs des libéralisations successives des marchés que vous avez mises en œuvre et que vous souhaitez encore accentuer. **Elles ne profitent clairement qu'à une poignée de bénéficiaires qui sont essentiellement les grands groupes agroalimentaires. Le round du développement, comme il est faussement surnommé, s'est avéré un désastre pour l'agriculture paysanne tant au sud qu'au nord. Seule l'agro-industrie en a tiré profit.** Depuis plus de 15 ans, La Via Campesina, (mouvement international des paysans) dont Uniterre et membre en Suisse, a cherché à rendre les différents acteurs attentifs aux pièges dans lesquels nous nous dirigeons.

Ce n'est pas moins de règles qu'il faut, mais plus. A tous les niveaux (prix aux producteurs et aux consommateurs, concentration des terres et des pouvoirs économiques, sécurité alimentaire, crises sanitaires, environnement, social), les libéralisations des marchés prônées tant au sein de l'organisation mondiale du commerce que dans le cadre d'accords de libre-échange n'ont apporté **qu'une dégradation de la situation**. Si un organe de régulation des marchés sur le plan international est sans doute nécessaire, ce n'est pas le système qui prévaut au sein de l'OMC qui est à promouvoir. Uniterre et La Via Campesina promeuvent depuis 1996, comme alternative à ces politiques de libre-échange, la souveraineté alimentaire.

Les propositions faites pour l'accès au marché sont inacceptables pour l'agriculture.

La Suisse a jusqu'alors catégoriquement refusé le « capping » et semble pourtant maintenant prête à entrer en matière. L'extension des contingents pour « s'acheter » des « produits sensibles » n'est pas admissible. Les réductions des tarifs sont aussi trop importantes. Cela va à l'encontre du droit de chaque pays à se protéger d'importations à trop bas prix afin de maintenir des filières agroalimentaires durables.

Concernant **les autres aspects traités au sein de l'OMC**, tels que les biens industriels ou les services, la Suisse a bien souvent une position offensive qui met en péril l'économie des pays en développement. Le simple exemple de la crise financière que nous vivons en ce moment devrait faire réfléchir nos gouvernements. Travaillent-ils au sein d'organes internationaux telle que l'OMC au service de leurs populations ou de financiers qui misent sur le profit à court terme ? A long terme, qui faut-il privilégier ?

Nous avons toujours été en faveur des indications géographiques d'origine et de la nécessité de pouvoir les faire reconnaître et les protéger sur le plan international. La Suisse s'est jusqu'alors engagée dans ce sens et nous l'encourageons à poursuivre. Par contre, il n'est pas correct de sa part de conditionner son soutien à la proposition de certains pays (la plupart en développement) d'imposer la divulgation de l'origine génétique et des savoirs traditionnels lors des dépôts de brevets à l'acceptation par les membres de l'OMC de l'extension des indications géographiques à tous les produits. Le dossier des ressources génétiques est un enjeu majeur du futur qui ne mérite pas qu'on le traite comme des marchands de tapis.

En vous remerciant de prendre en compte nos remarques, nous vous prions de recevoir, Madame l'Ambassadrice, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

Pour Uniterre,
Valentina Hemmeler Maïga



Permanente syndicale

Pierre-André Tombez



Président